ne peut faire percevoir que par voie de saisie, comme toute autre dette. La perception de ces taxes est du ressort du trésorier.

Les taxes spéciales sont d'une nature toute différente; ce sont, en réalité, des taxes supplémentaires imposées en sus des taxes ordinaires et n'apparaissant sur aucuns rôles. Elles comprennent les licences mentionnées plus haut, les impôts des marchés et un grand nombre de permis accordés par les divers départements de l'Hôtel de Ville, comme les permis du département des chemins, les licences de plombiers, les permis de constructions, les autorisations de tenir des cours à bois ou de vendre ou garder des matières explosives, etc., etc.

On voit, par là, que tous les contribuables déjà imposés pour contributions foncières ou taxe d'affaires peuvent être appelés à payer les taxes spéciales; mais ce qui les distingue surtout des taxes ordinaires, c'est qu'elles sont décrétées en vertu de règlements qui infligent une pénalité dans les cas de non paiement. Tandis que dans le premier cas, la loi ne permet que la saisie, qui est la procédure civile, dans le second, elle autorise l'amende ou la prison, procédure criminelle.

Il résulte de là que la perception de ces deux catégories de taxes diffère entièrement, et que, malgré la sévérité apparente de la loi dans le second cas, due au fait que le débiteur ne peut, la plupart du temps, être recherché et trouvé à domicile, c'est encore celles-ci qui sont les plus difficiles à percevoir. Le contribuable sujet à licence, en effet, ne tient pas toujours une place d'affaires où on peut l'atteindre facilement, ni même, souvent, feu et lieu. Dans un cas, c'est un colporteur en pension dans un hôtel et faisant affaires dans la rue, le seul endroit où l'on puisse le rencontrer; dans un autre, c'est le propriétaire d'une voiture, venu ou ne sait d'où. Il est partout à la fois pour sa propre affaire et celle du public, et nulle part en particulier pour le percepteur chargé de le mettre à contribution.

Du reste, la plupart des permis sanctionnent la réglementation de certaines matières qui sont d'ordre public et qui exigent une défense immédiate que la loi criminelle seule peut faire respecter.

Ces quelques remarques suffisent pour expliquer pourquoi la perception des licences a toujours été faite par le département de la Police, et comment il est arrivé que, depuis quelques années, elle a été confiée spécialement à M. Bienvenu, chef de bureau à la Cour du Recorder, fonctionnaire d'une longue expérience des affaires de ce département.

Les employés du bureau des licences, appelés "Inspecteurs des Licences" ne distribuent aucune facture et ne perçoivent eux-mêmes aucun argent. Le paiement d'une licence ou d'un permis étant une obligation tombant sous la loi générale, que tout le monde est supposé connaître, se trouve être recouvrable sans avis aucun dès qu'il est dû, au premier jour de mai de chaque année. Le rôle des inspecteurs de licences consiste donc à rechercher constamment et à visiter tous les endroits sujets à licence, de même qu'à arrêter au passage toutes les personnes en contravention; et comme ces endroits s'ouvrent à toutes époques de l'année, et que le nombre des gens cherchant à faire affaires secrètement et en violation des règlements municipaux est toujours considérable, leur service est des plus ardu. De fait, c'est un travail de détectives exigeant une expérience toute spéciale. Il faut aussi qu'en même temps qu'il fait percevoir la taxe, le département des licences protège les licenciés contre ceux qui leur font une concurrence injuste en ne payant pas. C'est là réellement la partie la plus difficile de la besogne et celle qui exige le plus de travail.

La somme de taxes spéciales dont la perception dépendra du nouveau département est évaluée à environ \$400,000 par année.

A compter de cette année, M. Bienvenu (en même temps qu'il dirigera les employés du département des licences dont le nombre vient d'être augmenté d'un secrétaire et de deux sous-inspecteurs), visitera tous les départements de l'Hôtel de Ville, à l'exception de celui du trésorier, et y contrôlera la perception des divers revenus.

Il restera, jusqu'à nouvel ordre, le chef responsable du bureau de la Cour du Recorder, mais le travail du greffe a été redistribué de façon à lui permettre de s'occuper presque exclusivement de l'inspection du revenu.

Le nouveau département est constitué comme suit :

M. A. Bienvenu, surintendant des licences et inspecteur du revenu; MM. E. Lacroix et E. Glackmeyer, commis et comptables du bureau des licences; MM. J. Choquette et A. Lancey, inspecteurs; MM. A. Normandin et A. Nelson, sous-inspecteurs; M. O. Le Myre, secrétaire.

same manner as any other debt. This collection devolves upon the City Treasurer.

The special taxes are of an entirely different nature; they are in reality, extra taxes levied in addition to the ordinary taxes and do not appear on any assessment roll. They include the above mentioned licenses, the market dues and a large number of permits issued by the various departments of the City Hall, such as the Road Department permits, plumbers licenses, building permits, permits for wood yards or permits to store explosives, etc., etc.

It is apparent that citizens who have already paid property or business taxes may be called upon to pay special taxes, but the chief distinction between the ordinary and special taxes is that the latter are imposed under by-laws which inflict a penalty, in case of non payment. While, in the first instance, the law only allows a seizure, which is the civil procedure, in the second, it sanctions criminal proceedings by imposing a fine or an imprisonment.

The result is that the system of collection of these two categories of taxes differs entirely, and that, notwithstanding the apparent severity of the law in the second case, due to the fact that for the most part, the debtors cannot be found at a fixed domicile, these taxes are nevertheless the most difficult to collect. This is easily explained when it is remembered that persons liable for licenses do not always keep places of business, where they may be easily reached, nor have they always fixed residences. In one instance, it may be a peddler boarding at a hotel and doing business on the street, which is the only place where he may be met; in another instance, it is the owner of a vehicle who springs from no one knows where. Taxpayers of this class are everywhere, on their own private or the public's business, and nowhere, in particular, for the collector who is looking for them with a view to cause them to pay their due.

Besides, the majority of permits are issued to regulate certain matters of public order, which demand immediate prohibition, and this could not be secured, unless the criminal law was resorted to.

These few remarks suffice to explain why the collection of the revenue derived from licenses has always been under the control of the Police Department, and why, during the last few years, it has been entrusted specially to Mr. Bienvenu, who has charge of the office of the Recorder's Court, and is an official of much experience in matters of this kind.

No bills or accounts are distributed or money collected by the employees of the department who are known as "License Inspectors."

The payment of a license or a permit being an obligation which comes under the general law (which every body is supposed to know) is recoverable without notice, as soon as it is due, on the first day of May, each year. The duties of the License Inspectors consist, therefore, in looking for and visiting places subject to a license, and in stopping, whenever they are met, persons found to be doing business against the by-laws, and as such places are opened at all periods of the year and there are a considerable number of persons who seek to do business secretly and in violation of the municipal by-laws. The task of the inspectors is an arduous one. In fact it is detective work calling for experience along special lines.

Besides collecting the taxes, the license department must protect the licensees against those who, having no license, compete unjustly with them. This latter part of the work is the most difficult and entails the most labor.

The amount of special taxes which the new department will be called upon to collect is estimated at about \$400,000 par annum.

Beginning with this year, Mr. Bienvenu, while overseeing the work of the employees of the license department, whose number has been increased by the appointment of a secretary and two assistant inspectors, will also visit the different departments of the City Hall in connection with the control of the collection of the revenue. He will, until further orders, remain in charge of the Recorder's office, as responsible chief, but the work has been redistributed in such a manner as to enable him to give his attention almost exclusively to revenue inspection work.

The new department is made up as follows:—

Mr. A. Bienvenu, Superintendent of Licenses and Revenue Inspector; Messrs. E. Lacroix and E. Glackmeyer, clerks and accountants, License office; Messrs. J. Choquette and A. Lancey, Inspectors; Messrs. A. Normandin and A. Nelson, Assistant Inspectors; Mr. O. LeMyre, Secretary.